

Travailleurs de tous les pays, unissons-nous (Karl Marx)



# LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

17/10/2016

RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT  
PLESSIS ROBINSON

## ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES : FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Le premier débat des candidats à la primaire de la droite avait au moins un mérite : montrer leur hostilité à la classe ouvrière. Ils disent que la lutte des classes n'existe plus, mais ils la mènent... pour le grand capital ! Et Juppé, qu'on présente comme plus modéré, vaut bien les autres. Suppression des 35 heures ; baisse des allocations chômage ; démantèlement du Code du travail ; réduction des droits des syndicats ; report de l'âge de la retraite à 65 ans ; suppression de 300 000 à 500 000 postes de fonctionnaires ; hausse de la TVA : comme sept perroquets, ils répétaient les mesures les plus réactionnaires. Aux travailleurs et aux pauvres, ils promettaient du sang et des larmes. Pour les entreprises, des baisses massives de charges. Pour les riches, la suppression de l'impôt sur la fortune. On aurait dit sept marionnettes du Medef promettant aux millionnaires que demain, on rase gratis !

Il faut dire que la droite ne peut pas faire moins que Hollande. Sarkozy ou Fillon veulent maintenant entreprendre ce qu'ils n'ont pas osé faire quand ils étaient aux affaires. Le PS au gouvernement, avec ses mesures favorables aux capitalistes, leur a préparé le terrain. La droite veut abaisser les charges ? Hollande, Ayrault et Valls les ont massivement réduites ! La droite veut supprimer les 35 heures ? Ils lui ont mâché le travail avec les accords de compétitivité qui permettent par exemple aujourd'hui à Smart de faire travailler ses salariés de Hambach 39 heures payées 37, en toute légalité. La droite veut démanteler le Code du travail ? La loi El Khomri a déjà supprimé de nombreux droits.

Avec une gauche et une droite aussi rétrogrades, le FN espère tirer les marrons du feu. Trop de travailleurs disent : « nous avons été déçus par la droite et par la gauche, alors essayons Le Pen ». Mais il n'y a rien à en attendre. Si elle fait de l'œil aux classes populaires, elle roule en réalité pour le grand patronat. Son programme économique, ce sont les baisses de charges patronales. Quand les travailleurs se battent, elle s'y oppose. Quand, à Air France, des salariés menacés de licenciement s'en étaient pris aux chemises de deux cadres, la nièce Le Pen avait dénoncé « le lynchage » de dirigeants dont elle était solidaire. Des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté contre la loi travail, mais le FN n'en était pas, alors que ses députés ne rechignent pourtant pas à battre le pavé avec les grenouilles de bénitier, comme encore dimanche

dernier contre le mariage homosexuel.

Le Pen espère, à son tour, accéder aux palais de la République. Elle écarte son père qui sentait trop le soufre et gênait ses ambitions. Comme les autres, elle mènerait la politique dictée par les capitalistes, dont les hommes politiques exaucent les volontés. Elle ferait comme Hollande et Sarkozy, en pire ! Le maire FN de Hayange veut expulser de ses locaux le Secours populaire qui vient en aide aux démunis. Cette politique encore plus dure envers les pauvres, Le Pen voudrait la mener dans tout le pays.

En fait, les trois principaux partis en concurrence pour l'alternance gouvernementale, le PS, le FN et la droite, sont d'accord sur le fond : la domination de la bourgeoisie. Eh bien, les travailleurs doivent défendre, eux, leurs intérêts ! Les élections ne permettent pas de changer les choses. Mais elles permettent au moins de dire ce qu'on pense.

En avril prochain, Nathalie Arthaud sera la candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle. Pour faire entendre le camp des travailleurs. Pour dire que le monde du travail n'a pas à faire les frais de la crise. Il est inacceptable qu'une multinationale comme ArcelorMittal ait pu fermer les hauts-fourneaux de Florange, avec la bénédiction du pouvoir. Il est inacceptable qu'une entreprise comme PSA fasse des profits record et veuille encore supprimer 2133 emplois, comme elle vient de l'annoncer. Il y a déjà six millions de chômeurs. Alors, il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous, sans diminution de salaire, en prenant sur les profits patronaux pour financer les emplois.

Bien sûr, un tel objectif ne pourra être atteint lors des élections de 2017. Pour cela, il faudra des luttes, des grèves et des manifestations massives. Car, oui, la lutte de classe existe, et les travailleurs doivent la mener. Mais l'élection présidentielle nous donne l'occasion de défendre une cause, de lever le drapeau de la lutte de classe. Il faut utiliser cette occasion et ne pas se taire. Le bulletin de vote pour Nathalie Arthaud permettra au moins de se faire entendre clairement. Et de dire que, quel que soit le futur gouvernement, il trouvera le monde du travail sur son chemin.



## Calculs de patrons

La semaine dernière, la direction a fanfaronné, prétendant embaucher 1 000 travailleurs en CDI en 2016. Mais Renault a supprimé 7 000 postes depuis 2013 ! Il faut savoir aussi que la masse salariale Renault a baissé tandis que le nombre de travailleurs prestataires et intérimaires a explosé.

La presse complaisante reprend le baratin au sujet des embauches et de la stabilité des emplois, alors que l'embauche est limitée et que l'emploi précaire n'a jamais été aussi élevé chez Renault.

## On ne vit pas dans le même monde

Toujours à propos de ces « 1 000 embauches », lors d'une interview, le DRH France s'est plaint de la difficulté de la direction à recruter des travailleurs en Ile-de-France ou en Normandie.

Visiblement, la direction n'est pas au courant que 9 000 intérimaires et 3 000 prestataires travaillent déjà chez Renault. Maintenant qu'elle est prévenue, il ne lui reste plus qu'à les embaucher...

## Le travail, c'est le parcours de santé

Au CRP comme dans les ateliers, certains chefs font du zèle question sécurité. Ajout de barrières un peu partout quitte à nous ennuyer, flicage pour savoir qui porte ou non ses EPI, Équipements de Protection Individuelle.

Ce ne doit pas être notre santé qui les préoccupe, vue la dégradation de nos conditions de travail ces dernières années.

## Un bureau pour tous

Nos camarades prestataires n'ont pas un bureau qui leur est attribué pour travailler. Ils se retrouvent obligés de chercher des places vides pour pouvoir s'asseoir et avoir un coin de bureau... quand ils ne sont pas délogés par un chef qui défend son territoire.

Voilà qui nous renforce dans l'idée fondamentale que la lutte des places fait partie de la lutte des classes.

## Publicité cynique

Des dirigeants de grandes entreprises, d'Airbus à Total en passant par Renault, se payent en ce moment une page entière de publicité dans les quotidiens, sur la sécurité des salariés sur les routes.

Ils ne manquent pas de culot ! Il suffit de lire les sept recommandations, telle que « nous limitons aux cas d'urgence les conversations téléphoniques au volant », pour comprendre que dans la pratique, toutes ces entreprises et leurs

dirigeants s'en moquent ou ferment les yeux sur les risques que nous prenons sur la route.

## Se reposer ou conduire, il faut choisir

Ces dirigeants prétendent intégrer des moments de repos dans le calcul des temps de trajet.

On se demande comment on peut les intégrer quand on quitte une réunion à 11 h 30 au Technocentre pour aller à une réunion à Sandouville à 14 h ?

## Un départ = une embauche

La direction a annoncé la fin de la Dispense d'Activité. Après avoir ouvert grand les vannes, elle referme le robinet devant le nez de ceux qui voulaient partir.

Mais la pression est toujours là, les conditions de travail dégradées, les salaires bloqués, les charges de travail insupportables.

Renault a les moyens de payer et d'embaucher pour compenser ces départs.

## Le dialogue façon Alliance

Une délégation de travailleurs de l'usine Nissan de Canton dans le Mississippi a manifesté à Paris jeudi dernier. Ils dénonçaient la politique du groupe Renault-Nissan qui fait tout pour empêcher, depuis 13 ans, la création d'un syndicat dans l'usine.

La direction de cette usine va jusqu'à projeter des vidéos pour expliquer que si un syndicat est constitué, l'usine fermera !

Après ça, Renault-Nissan se proclame champion du « dialogue social » !

## Ça ira, ça ira, les aristocrates, on les aura...

Nous savons tous que Renault consacre du temps aux festivals de cinéma... et surtout des voitures. Le groupe s'est aussi engagé depuis quelques années au château de Versailles en fournissant des voitures électriques. Défenseur des arts et des monuments, il n'oublie pas de faire sa pub.

En plus, Renault va participer au financement de la restauration du « salon de la Paix », en attendant de participer à celui de Marie-Antoinette.

Quelle tête feraient les touristes s'ils visitaient les plateaux et les toilettes du Technocentre... loin des dorures de Versailles ?

*Nous remercions tous ceux qui ont donné à la collecte pour soutenir ce tract. C'est un encouragement à continuer de dénoncer tous les mauvais coups de la direction et du gouvernement.*